

Jean LAPEYRE

Bonjour,

Ce message est constitué de deux parties, la première concernant la Commission, la seconde relative au Grand Contournement.

Sur la Commission :

J'ai participé au débat public à Libourne. Même si les choses ne sont jamais parfaites (et tout le monde donc chacun(e) en est responsable), j'ai apprécié votre capacité à entendre, à écouter, à dire les choses avec le plus d'honnêteté et d'objectivité possible. Je dirais la même chose au sujet du représentant de la DDE.

Je tiens à vous le dire car dans la communication d'aujourd'hui, il est souvent fait état de ce qui ne va pas mais il est rarement parlé de ce qui va. Si nous nous limitons à ne parler que de ce qui ne va pas, nous alimentons le pessimisme, nous nourrissons le désengagement de tout, nous freinons la réflexion et sclérosons la capacité de critiques (au sens constructif du terme) et de propositions.

Je note aussi que l'article de presse paru dans Sud Ouest a bien relaté les interventions des participants.

Voilà ce que je tenais à dire en préambule, tout en sachant que vous avez votre propre opinion sur le sujet en débat.

Sur le Grand contournement :

Comme je l'ai dit trop brièvement lors de mon intervention, le constat et les prévisions déclinées pour 2020 découlent de la gestion économique actuelle et des évolutions qu'entendent lui appliquer ceux que j'appellerai les décideurs, corps social comprenant les dirigeants financiers, industriels et politiques. C'est pour cela que j'ai demandé de rechercher "la maladie" qui nous avait amené cette souffrance afin de faire un bon diagnostic pour ne pas rédiger une ordonnance qui aggraverait le mal.

Le concept économique actuel, justifié essentiellement par deux mots, Europe et Mondialisation (deux forces incontournables et non maîtrisées), repose sur compétitivité, concurrence, rentabilité sans jamais préciser qu'il s'agit toujours de dégager plus d'argent pour "les actionnaires". Force est de constater que depuis la libéralisation des marchés et des marchandises, ce qui se développe dans les pays industrialisés, ce sont la misère et la pauvreté dues à une précarisation galopante qui touche tous les aspects de la vie humaine : emploi, revenus, santé, éducation, etc.. Les conséquences sociales se déclinent en régression de la Solidarité, de la Fraternité, de la Convivialité, du lien social, lesquelles nourrissent la montée de la violence sous toutes ses formes et poussent, voire enferment les gens dans un individualisme apparent très fort. Je dis apparent car, lorsque les gens sont sollicités en dehors de leur champ de contraintes, ils savent être généreux.

Ces propos ne sont pas déconnectés du sujet qui nous intéresse. Pourquoi ?

L'activité économique dépend de l'activité des gens, essentiellement des salariés (ées). Avec la précarisation de l'emploi, avec les horaires décalés ou à temps partiel, avec la crainte d'arriver en retard, de subir une contrainte complémentaire sur le temps passé hors du domicile, de la famille, il n'est pas du tout certain que les modifications importantes et significatives des moyens de transports bordelais soient suffisamment attractifs pour changer les comportements. J'ai même envie de dire pour empêcher le recours à l'utilisation du moyen individuel de transport.

En effet, et c'est là encore une donnée déterminante des choix économiques des employeurs, le coût est l'élément majeur du choix. Si le coût du transport routier était totalement facturé, les employeurs auraient certainement fait d'autres choix de transport certes mais aussi de lieux de production.

Le grand contournement ne va pas amener ces décideurs à modifier leur choix, bien au contraire. Le risque probable est de voir se développer des zones industrielles et autres le long de cette nouvelle voie et donc de déplacer et de créer des flux de circulation qui ne tarderont pas à reproduire les effets négatifs vécus aujourd'hui.

Si ce choix est pris, il servira à alimenter la caisse des profits financiers, finalité très égoïste, et n'aura en rien apporté un mieux vivre et un mieux être pour les gens. Vous noterez que je ne dis pas les salariés car, s'ils sont les plus nombreux à être pénalisés, tout individu est victime de ce mal.

Je lis attentivement tous les comptes-rendus des débats, les interventions faites et je remarque que la place de l'Être humain, au présent et surtout au futur (signe du dépassement de l'individualisme), est une constante.

Il n'y a pas de paradis au milieu de l'enfer, il n'y a pas d'économie florissante dans un pays pauvre avec un peuple malheureux.

Il existe des conventions internationales dont leur application permettrait d'humaniser les choix économiques des dirigeants. Il ne faut pas qu'ils nous disent être soucieux du social, qu'ils souhaiteraient que tous les travailleurs aient notre niveau de protection sociale quand, dans le même temps, ils délocalisent partout où la main d'oeuvre est moins chère, où n'existent ni droit du travail, ni lois sociales, où sévissent des dictatures, où les libertés sont réduites voire inexistantes.

Si les Etats et leurs gouvernements utilisent leur "puissance publique" pour faire valoir ces conventions internationales, la question des transports sera beaucoup plus simple à régler car l'essentiel du transport c'est le fret.

Si vous pensez qu'il n'est pas possible d'atteindre à la simple application de ces conventions, si nous n'exerçons pas la pression indispensable sur nos dirigeants, alors il n'y a pas de solution durable qui permettra un développement durable de l'Humain. Il y aura application successive de placebo et le mal risque devenir incontrôlable.

J'invite la Commission, entendue au sens de ses membres, à accompagner la remontée des expressions publiques de bien faire entendre aux décideurs qu'ils doivent prioriser la place de l'Homme dans la décision qu'ils devront prendre.